

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/41296]

16 MARS 2023. — Décret portant diverses dispositions complémentaires à la réforme des rythmes scolaires (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — DISPOSITION RELATIVE A L'ORGANISATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT**Article 1^{er}.** L'article 1.9.1-2, § 3, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire est remplacé par ce qui suit:

«Le Gouvernement peut accorder des dérogations à l'article 1.9.1-1 ainsi qu'au paragraphe 2 pour des raisons exceptionnelles, dûment motivées par le pouvoir organisateur concerné, et lorsque la situation connue de ce dernier présente des circonstances qui préexistaient au présent décret et était reconnue par les services du Gouvernement, en veillant à respecter dans la mesure du possible, le rythme scolaire annuel se composant d'une alternance de sept ou huit semaines de cours et de deux semaines de vacances.»

TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT**CHAPITRE 1^{er}.** — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat***Art. 2.** A l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les mots «entre le lendemain du dernier jour de l'année scolaire ou académique et la veille de la rentrée scolaire ou académique suivante» sont remplacés par les mots «entre le premier samedi du mois de juillet ou le deuxième samedi du mois de juillet si le premier samedi tombe le 1^{er} juillet et la veille du premier jour de l'année scolaire ou académique suivante. Toutefois, dans les Hautes Ecoles et Ecoles supérieures des Arts, il est pris entre le 14 juillet et la veille de l'année académique suivante».**CHAPITRE 2.** — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements***Art. 3.** A l'article 1^{er}bis, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots «des chefs d'atelier et des chefs de travaux d'atelier» sont remplacés par les mots «des chefs d'atelier, des chefs d'atelier d'un centre technique et pédagogique, des chefs de travaux d'atelier et des coordonnateurs de centre d'éducation et de formation en alternance».**Art. 4.** Un article 4^{ter} est inséré dans le même arrêté royal, rédigé comme suit:«Article 4^{ter}. Dans l'enseignement de promotion sociale, les dispositions de l'article 1^{er} concernant le personnel directeur et enseignant et le personnel auxiliaire d'éducation ne préjudicient en rien la possibilité pour les établissements d'organiser des activités d'apprentissage et d'évaluation durant certaines périodes de vacances, telles que mentionnées dans l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française.»**Art. 5.** L'article 31, alinéa 3, du même arrêté est complété comme suit: «Pour le calcul de ces dix ans, le congé pris pour toute la durée d'une année scolaire, vacances d'été comprises, est réputé être pris pour un an.»**CHAPITRE 3.** — *Disposition modifiant la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977***Art. 6.** A l'article 76, alinéa 2, 1^o, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les mots «au-delà du dernier jour du mois terminant l'année scolaire» sont remplacés par les mots «au-delà de la fin de l'année scolaire».**CHAPITRE 4.** — *Disposition modifiant l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux***Art. 7.** A l'article 10quatorzièmes/1, alinéa 2, de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les mots «jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours» sont remplacés par les mots «jusqu'au dernier jour du mois terminant l'année scolaire en cours».**CHAPITRE 5.** — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite***Art. 8.** L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est complété par un second alinéa rédigé comme suit:

«Pour l'application de l'alinéa précédent, les congés pour prestations réduites pris pour toute la durée d'une année scolaire, vacances d'été comprises, sont réputés être pris pour un an.»

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 9. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est complété par un second alinéa rédigé comme suit:

«Pour l'application de l'alinéa précédent, les congés pour prestations réduites pris pour toute la durée d'une année scolaire, vacances d'été comprises, sont réputés être pris pour un an.»

CHAPITRE 7. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médicosociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rémunérée que celle à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif*

Art. 10. Dans l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rémunérée que celle à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

«§ 2. Le montant journalier de l'allocation octroyée au membre du personnel visé à l'article 1^{er} s'obtient en divisant le montant déterminé par application du § 1^{er} par:

- a) 309 pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale;
- b) 300 pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée en Hautes écoles, en Ecoles supérieures des arts et en internats de l'enseignement supérieur;
- c) 360 pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée comme membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.»

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

«§ 3. L'allocation est payée mensuellement à terme échu. Le montant annuel ne peut dépasser:

- a) 309/309 par année scolaire pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale;
- b) 300/300 par année académique pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée en Hautes écoles, en Ecoles supérieures des arts et en internats de l'enseignement supérieur;
- c) 360/360 par exercice pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée comme membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.»

CHAPITRE 8. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 11. L'article 4, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par un second alinéa rédigé comme suit:

«Toutefois, le membre du personnel peut obtenir une interruption de carrière pour la durée fixée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque, en raison de la prise d'une interruption de carrière au cours d'une année scolaire, vacances d'été comprises, comptant 371 jours, il ne dispose plus, en vertu des dispositions citées à l'alinéa précédent, du quota suffisant pour couvrir la fin de l'année scolaire, vacances d'été comprises. Dans ce cas, lorsque ledit quota est épuisé, le membre du personnel reste en interruption de carrière sans allocation jusqu'au dernier jour de l'année scolaire, vacances d'été comprises.»

CHAPITRE 9. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 12. A l'article 34bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale» sont insérés entre les mots «par lettre recommandée» et les mots «auprès de son pouvoir organisateur»;

2° au § 1^{er}, les mots «15 mai» sont remplacés par les mots «29 mai»;

3° au § 2, alinéa 3, les mots «jusqu'au 31 août» sont remplacés par les mots «jusqu'à la veille du dernier jour de l'année académique»;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, le mot «scolaire» est inséré entre les mots «Le premier jour ouvrable» et les mots «suivant le 30 avril»;

5° au même § 3, alinéa 1^{er}, les mots «et par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale» sont ajoutés après les mots «par voie d'affichage»;

6° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots «Entre le 1^{er} et le 15 mai» sont remplacés par les mots «Entre le premier jour ouvrable scolaire suivant le 30 avril et le 29 mai»;

7° au § 4, alinéa 2, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale» sont insérés entre les mots «par voie d'affichage» et les mots «, aux membres du personnel absents»;

8° au § 4, alinéa 2, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale» sont insérés après les mots «par lettre recommandée»;

9° au § 5, les mots «Entre le 15 mai et le 1^{er} juin» sont remplacés par les mots «Entre le 1^{er} juin et le 15 juin»;

10° au § 6, les mots «Entre le 1^{er} et le 15 juin» sont remplacés par les mots «Entre le 15 juin et le 30 juin».

Art. 13. A l'article 34^{ter} du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots «Pour le 15 mai au plus tard» sont remplacés par les mots «Pour le 29 mai au plus tard»;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale» sont insérés entre les mots «par lettre recommandée» et les mots «auprès du président du conseil d'entité».

Art. 14. A l'article 34^{quater}, § 5, alinéa 4 du décret précité, les mots «avant le 10 juin» sont remplacés par les mots «avant le 20 juin» et les mots «Avant le 15 juin» sont remplacés par les mots «Avant le 30 juin».

Art. 15. A l'article 35, § 2 du même décret, les mots «par lettre recommandée avant le 15 mai» sont remplacés par les mots «par lettre recommandée ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein des organes locaux de concertation sociale, pour le 29 mai».

CHAPITRE 10. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 16. Au § 6 de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein de la commission paritaire locale» sont ajoutés après les mots «par lettre recommandée».

Art. 17. Au § 2 de l'article 27^{ter} du même décret, les mots «ou par voie électronique selon les modalités fixées au sein de la commission paritaire locale» sont ajoutés après les mots «par lettre recommandée».

CHAPITRE 11. — *Dispositions relatives à la désignation ou à l'engagement d'un membre du personnel dans un emploi temporaire d'une fonction de sélection en vue de seconder le titulaire d'une fonction de promotion absent à temps partiel*

Section 1^{re}. — Disposition modifiant la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux

Art. 18. A l'article 4^{bis} de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10^{duodecies}, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 2. — Disposition modifiant l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat

Art. 19. A l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10^{duodecies}, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 3. — Disposition modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale

Art. 20. A l'article 112, alinéa 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10^{duodecies}, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 4. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 21. A l'article 21^{ter}/1, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10^{duodecies}, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Art. 22. A l'article 21*quinquies*, § 6, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 5. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française

Art. 23. A l'article 21*bis*, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 6. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 24. A l'article 54*bis*, alinéa 2, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,».

Section 7. — Disposition modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 25. A l'article 51*quater* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2, alinéa 1^{er}, il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° au même § 2, alinéa 1^{er}, les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° au même § 2, alinéa 1^{er}, les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,»;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

5° au § 3, alinéa 3, les mots «Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où les périodes temporaires octroyées dans le cadre du point f sont maintenues dans le cadre du point d,».

Section 8. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 26. A l'article 40 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2, alinéa 2, il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° au même alinéa 2, les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° au même § 2, alinéa 2, les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,»;

4° au § 3, alinéa 3, les mots «Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où les périodes temporaires octroyées dans le cadre du point f du paragraphe précédent sont maintenues dans le cadre du point d du même paragraphe.».

Art. 27. A l'article 74 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 3, alinéa 1^{er}, il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

2° au même § 3, alinéa 1^{er}, les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

3° au même § 3, alinéa 1^{er}, les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d,»;

4° au § 4, alinéa 3, les mots «Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où les périodes temporaires octroyées dans le cadre du point f du paragraphe précédent sont maintenues dans le cadre du point d du même paragraphe,»;

5° au § 5, il est inséré un point f, rédigé comme suit:

«f) de l'article 10*duodecies*, § 8, de l'arrêté royal n°297 précité,»;

6° au même § 5, les mots «(situations c et d)» sont remplacés par les mots «(situations c, d et f)»;

7° au même § 5, les mots «Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application» sont précédés des mots «A l'exception de la situation où l'emploi temporaire octroyé dans le cadre du point f est maintenu dans le cadre du point d.».

CHAPITRE 12. — *Dispositions relatives aux congés de vacances annuelles des membres du Service général de l'Inspection*

Section 1^{re}. — Modification du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection

Art. 28. L'article 98 du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection est remplacé par ce qui suit:

«Art. 98. § 1^{er}. Le membre du personnel, définitif ou temporaire, bénéficie du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après:

- les vacances d'automne (de Toussaint): une semaine;
- les vacances d'hiver (de Noël): deux semaines;
- les vacances de détente (de Carnaval): une semaine;
- les vacances de printemps (de Pâques): deux semaines;
- les vacances d'été: du 6 juillet au 15 août.

Toutefois, lorsque l'année scolaire se termine au-delà du 5 juillet, les vacances d'été débutent au premier jour suivant la fin de l'année scolaire. Dans ce cas, les jours prestés au-delà du 5 juillet sont reportés immédiatement au-delà du 15 août.

Les vacances d'hiver (de Noël) et de printemps (de Pâques) correspondent aux vacances arrêtées par le Gouvernement en application de l'article 1.9.1-2, § 2, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ou fixées par l'article 223 du décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre.

Les vacances d'automne (de Toussaint) correspondent à la seconde semaine des vacances arrêtées ou fixées conformément à l'alinéa précédent.

Les vacances de détente (de Carnaval) correspondent à la première semaine des vacances arrêtées ou fixées conformément au deuxième alinéa.

§ 2. Si ces jours ne tombent pas un samedi ou un dimanche ou durant une période de vacances visée au § 1^{er}, le membre du personnel, définitif ou temporaire, bénéficie également des jours de congé suivants:

- 1° le 27 septembre (Fête de la Communauté française);
- 2° le 1^{er} novembre (Toussaint);
- 3° le 11 novembre (Commémoration du 11 novembre);
- 4° le lundi de Pâques;
- 5° le 1^{er} mai (Fête du travail);
- 6° le jeudi de l'Ascension;
- 7° le lundi de Pentecôte.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1 et 2, les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur bénéficient durant leur mandat des congés de vacances annuelles et des jours fériés dont bénéficient les agents des Services du Gouvernement.».

Art. 29. Dans le même décret, il est ajouté un article 98/1, rédigé comme suit:

«Art. 98/1. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection a droit à un traitement, à un avancement de traitement ou à l'obtention d'un congé autre que ceux mentionnés à l'article 98, aux mêmes conditions que celles prévues pour les directions d'établissements d'enseignement ou des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qu'il inspecte.».

Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 30. Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'article 1^{er}quater est abrogé.

TITRE III. — *Dispositions transitoires et finale*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 31. Pour l'année scolaire 2022-2023, par dérogation à l'article 3, § 2, a), de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif, tel que modifié par l'article 10 du présent décret, le montant journalier de l'allocation octroyée s'obtient en divisant par 310 le montant déterminé par application du § 1^{er} pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale.

Pour l'année scolaire 2022-2023, par dérogation à l'article 3, § 3, a), du même arrêté, tel que modifié par l'article 10 du présent décret, le montant annuel ne peut dépasser 310/310 par année scolaire pour les membres du personnel exerçant provisoirement une fonction mieux rémunérée dans l'enseignement obligatoire, dans l'enseignement artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale.

Art. 32. Par dérogation à l'article 4, § 2^{quater}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les membres du personnel titulaires d'une fonction de recrutement, qui, en obtenant une interruption de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, ont réduit leurs prestations d'1/5e temps d'un emploi à temps plein du 1^{er} novembre 2021 au 30 juin 2023 ou ont réduit leurs prestations d'1/10e temps d'un emploi à temps plein du 1^{er} mars 2021 au 30 juin 2024 peuvent, à leur demande, être maintenus en interruption de carrière dans le cadre du congé parental sans allocation, respectivement jusqu'au 7 juillet 2023 ou jusqu'au 5 juillet 2024.

Le présent article ne s'applique pas aux membres du personnel soumis:

- au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

- au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

- au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

- au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *Disposition finale*

Art. 33. Le présent décret produit ses effets le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias
et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. Proposition de décret, n° 508-1 – Amendement(s) en commission, n° 508-2 – Amendement(s) en séance, n° 508-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 508-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 15 mars 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41296]

16 MAART 2023. — Decreet houdende diverse aanvullende bepalingen inzake de hervorming van het schoolritme (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — *BEPALING BETREFFENDE DE ALGEMENE ORGANISATIE VAN HET ONDERWIJS*

Artikel 1. Artikel 1.9.1-2, § 3, eerste lid, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs wordt vervangen door:

„De Regering kan afwijkingen toestaan van artikel 1.9.1-1 alsook van het tweede lid om uitzonderlijke redenen, naar behoren met redenen omkleed door de betrokken inrichtende macht, en wanneer de bij deze macht bekende toestand omstandigheden vertoont die reeds vóór dit decreet bestonden en door de regeringsdiensten werden erkend, waarbij het jaarlijkse schoolritme, bestaande uit een afwisseling van zeven of acht lesweken en twee weken vakantie, zoveel mogelijk wordt in acht genomen.”.

TITEL II. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET ONDERWIJSPERONEEL

HOOFDSTUK 1. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen met toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van de administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, secundair, technisch, kunst- en normaal rijksonderwijs*

Art. 2. In artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen met toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, secundair, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden "tussen de dag na de laatste dag van het school- of academiejaar en de dag vóór het begin van het volgende school- of academiejaar" vervangen door de woorden "tussen de eerste zaterdag van juli of de tweede zaterdag van juli indien de eerste zaterdag op 1 juli valt en de dag vóór de eerste dag van het volgende school- of academiejaar". In de hogescholen en de Hogere kunstscholen vindt deze datum evenwel plaats tussen 14 juli en de vooravond van het volgende academiejaar".

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, secundair, technisch onderwijs, kunst- en normaal rijksonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die met het toezicht op deze inrichtingen is belast*

Art. 3. In artikel 1bis, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, secundair, technisch onderwijs, kunst- en normaal rijksonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die met het toezicht op deze inrichtingen is belast, worden de woorden "de werkmeesters en werkleiders" vervangen door de woorden "de werkmeesters en werkleiders van een technisch en pedagogisch centrum, werkleiders en coördinatoren van een centrum voor onderwijs en alternerende opleiding".

Art. 4. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 4ter ingevoegd dat als volgt luidt:

"Artikel 4ter. In het onderwijs voor sociale promotie doen de bepalingen van artikel 1 betreffende het directeur- en onderwijspersoneel en het opvoedend hulppersoneel geenszins afbreuk aan de mogelijkheid voor de inrichtingen om leer- en evaluatieactiviteiten te organiseren tijdens sommige vakantieperiodes, zoals vermeld in het besluit van de Executieve van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs dat in de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd."

Art. 5. Artikel 31, lid 3, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld: "Voor de berekening van deze tien jaar wordt het verlof dat voor de gehele duur van een schooljaar, inclusief de zomervakantie, wordt opgenomen, geacht voor één jaar te zijn opgenomen."

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen voor 1976-1977*

Art. 6. In artikel 76, tweede lid, 1°, van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977 worden de woorden "na de laatste dag van de maand die het schooljaar afsluit" vervangen door de woorden "voorbij het einde van het schooljaar".

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 7. In artikel 10quatuordecies/1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "tot het einde van het lopende schooljaar" vervangen door de woorden "tot de laatste dag van de maand die het lopende schooljaar afsluit".

HOOFDSTUK 5. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

Art. 8. Artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

"Voor de toepassing van het vorige lid wordt verlof wegens verminderde prestaties dat gedurende een volledig schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie, wordt opgenomen, geacht voor één jaar te zijn opgenomen."

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

Art. 9. Artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, wordt aangevuld met een tweede lid dat als volgt luidt:

"Voor de toepassing van het vorige lid wordt verlof wegens verminderde prestaties dat gedurende een volledig schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie, wordt opgenomen, geacht voor één jaar te zijn opgenomen."

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn*

Art. 10. In artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 2. Het dagelijkse bedrag van de toelage die aan het in artikel 1 bedoelde personeelslid wordt toegekend, wordt verkregen door het overeenkomstig § 1 vastgestelde bedrag te delen door:

a) 309 voor personeelsleden die voorlopig een beter betaald ambt uitoefenen in het leerplichtonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie;

b) 300 voor personeelsleden die voorlopig een beter betaald ambt uitoefenen aan hogescholen, hogere kunstscholen en internaten voor hoger onderwijs;

c) 360 voor personeelsleden die tijdelijk een beter betaald ambt uitoefenen als technisch personeelslid in psycho-medisch-sociale centra."

2° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De vergoeding wordt maandelijks op vervallen termijn betaald. Het jaarlijkse bedrag mag niet hoger zijn dan:

a) 309/309 per schooljaar voor personeelsleden die voorlopig een beter betaald ambt uitoefenen in het leerplichtonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie;

b) 300/300 per academiejaar voor personeelsleden die voorlopig een beter betaald ambt uitoefenen aan hogescholen, hogere kunstscholen en internaten voor hoger onderwijs;

c) 360/360 per begrotingsjaar voor personeelsleden die tijdelijk een beter betaald ambt uitoefenen als technisch personeelslid in psycho-medisch-sociale centra."

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 11. Artikel 4, § 3, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

"Aan het personeelslid kan evenwel een loopbaanonderbreking worden toegestaan voor de in artikel 4, § 1, eerste lid, bepaalde periode, indien hij als gevolg van een loopbaanonderbreking tijdens een schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie, van 371 dagen, niet meer over een voldoende quotum beschikt om het einde van het schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie, te dekken, krachtens de in het vorige lid bedoelde bepalingen. In dat geval blijft het personeelslid, wanneer het genoemde quotum is uitgeput, in loopbaanonderbreking zonder vergoeding tot de laatste dag van het schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie."

HOOFDSTUK 9. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerde personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 12. Artikel 34*bis* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerde personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt als volgt gewijzigd:

1° in § 1 worden tussen de woorden "bij aangetekende brief" en de woorden "aan zijn inrichtende macht" de woorden "of langs elektronische weg overeenkomstig de procedures die zijn vastgesteld binnen de plaatselijke sociale overlegorganen" ingevoegd;

2° in § 1 worden de woorden "15 mei" vervangen door de woorden "29 mei";

3° in § 2, derde lid, worden de woorden "tot 31 augustus" vervangen door de woorden "tot de dag vóór de laatste dag van het academiejaar";

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden "de eerste werkdag na 30 april" vervangen door de woorden "de eerste schoolwerkdag na 30 april";

5° in dezelfde § 3, eerste lid, worden na de woorden "per aanplakking" de woorden "en langs elektronische weg overeenkomstig de procedures die in de lokale sociale overlegorganen zijn vastgesteld" toegevoegd;

6° in § 4, eerste lid, worden de woorden "Tussen 1 en 15 mei" vervangen door de woorden "Tussen de eerste schoolwerkdag volgend op 30 april en 29 mei";

7° in § 4, tweede lid, worden tussen de woorden "bij aanplakking" en de woorden ", aan afwezige personeelsleden" de woorden "of langs elektronische weg overeenkomstig de in de plaatselijke sociale overlegorganen vastgestelde procedures" ingevoegd;

8° in § 4, tweede lid, worden na de woorden "per aangetekende brief" de woorden "of langs elektronische weg overeenkomstig de procedures die zijn vastgesteld binnen de lokale sociale overlegorganen" ingevoegd;

9° in § 5 worden de woorden "Tussen 15 mei en 1 juni" vervangen door de woorden "Tussen 1 juni en 15 juni";

10° in § 6 worden de woorden "Tussen 1 en 15 juni" vervangen door de woorden "Tussen 15 juni en 30 juni".

Art. 13. In artikel 34*ter* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "Uiterlijk op 15 mei" vervangen door de woorden "Uiterlijk op 29 mei";

2° in § 1, eerste lid, worden de woorden "of langs elektronische weg overeenkomstig de procedures die zijn vastgesteld in de lokale sociale overlegorganen" ingevoegd tussen de woorden "bij aangetekende brief" en de woorden "aan de voorzitter van de raad van de entiteit".

Art. 14. In artikel 34^{quater}, § 5, vierde lid, van voormeld decreet worden de woorden "vóór 10 juni" vervangen door de woorden "vóór 20 juni" en worden de woorden "vóór 15 juni" vervangen door de woorden "vóór 30 juni".

Art. 15. In artikel 35, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "bij aangetekende brief vóór 15 mei" vervangen door de woorden "bij aangetekende brief of langs elektronische weg volgens de nadere regels die binnen de plaatselijke sociale overlegorganen zijn vastgesteld, vóór 29 mei".

HOOFDSTUK 10. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs*

Art. 16. In § 6 van artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs worden na de woorden "bij aangetekende brief" de woorden "of langs elektronische weg volgens de in de plaatselijke paritaire commissie vastgestelde procedures" toegevoegd.

Art. 17. In § 2 van artikel 27^{ter} van hetzelfde decreet worden na de woorden "bij aangetekende brief" de woorden "of langs elektronische weg volgens de plaatselijke paritaire commissie vastgestelde procedures" toegevoegd.

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen betreffende de aanstelling of aanwerving van een personeelslid voor een tijdelijke betrekking in een selectieambt om de houder van een bevorderingsambt die deeltijds afwezig is, bij te staan*

Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra

Art. 18. In artikel 4^{bis} van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt f ingevoegd, dat als volgt luidt:

"f) van artikel 10^{duodecies}, § 8, van voornoemd Koninklijk Besluit nr. 297,";

2° de woorden "(toestanden c en d)" worden vervangen door de woorden "(toestanden c, d en f)";

3° de woorden "wordt hij geschrapt zodra de betrokken bepaling niet meer van toepassing is" worden voorafgegaan door de woorden "Met uitzondering van de toestand waarin de onder f toegekende uitzendarbeid wordt gehandhaafd onder d,".

Afdeling 2. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

Art. 19. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 8, § 1, lid 2, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs:

1° er wordt een punt f ingevoegd, dat als volgt luidt:

"f) van artikel 10^{duodecies}, § 8, van voornoemd Koninklijk Besluit nr. 297,";

2° de woorden "(toestanden c en d)" worden vervangen door de woorden "(toestanden c, d en f)";

3° de woorden "wordt hij geschrapt zodra de betrokken bepaling niet meer van toepassing is" worden voorafgegaan door de woorden "Met uitzondering van de toestand waarin de onder f toegekende uitzendarbeid wordt gehandhaafd onder d,".

Afdeling 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

Art. 20. In artikel 112, tweede lid, van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt f ingevoegd, dat als volgt luidt:

"f) van artikel 10^{duodecies}, § 8, van voornoemd Koninklijk Besluit nr. 297,";

2° de woorden "(toestanden c en d)" worden vervangen door de woorden "(toestanden c, d en f)";

3° de woorden "wordt hij geschrapt zodra de betrokken bepaling niet meer van toepassing is" worden voorafgegaan door de woorden "Met uitzondering van de toestand waarin de onder f toegekende uitzendarbeid wordt gehandhaafd onder d,".

Afdeling 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 21. In artikel 21^{ter}/1, tweede lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10^{duodecies}, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° de woorden «(situaties c en d)» worden vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° de woorden "Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is" worden voorafgegaan door de woorden "Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d,».

Art. 22. In artikel 21^{quinquies}, § 6, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10^{duodecies}, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° de woorden «(situaties c en d)» worden vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is" worden voorafgegaan door de woorden "Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d,».

Afdeling 5. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap

Art. 23. In artikel 21*bis*, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Er wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° de woorden «(situaties c en d)» worden vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.».

Afdeling 6. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 24. In artikel 54*bis*, tweede lid, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° de woorden «(situaties c en d)» worden vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.».

Afdeling 7. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 25. In artikel 51*quater* van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° in dezelfde § 2, eerste lid, worden de woorden «(situaties c en d)» vervangen door woorden «(situaties c, d en f)»;

3° in dezelfde § 2, eerste lid, worden de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.».

4° in § 3, eerste lid, wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr.297,»;

5° in § 3, derde lid, worden de woorden «Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke lestijden verleend onder punt f worden gehandhaafd onder punt d.».

Afdeling 8. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 26. In artikel 40 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297 ,»;

2° in hetzelfde tweede lid worden de woorden «(situaties c en d)» vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° in dezelfde § 2, tweede lid, worden de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.»;

4° in § 3, derde lid, worden de woorden «Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke lestijden verleend onder punt f van vorige paragraaf worden gehandhaafd onder punt d van dezelfde paragraaf.».

Art. 27. In artikel 74 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, eerste lid wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

2° in dezelfde § 3, eerste lid, worden de woorden «(situaties c en d)» vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

3° in dezelfde § 3, eerste lid, worden de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.»;

4° in § 4, derde lid, worden de woorden «Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke lestijden verleend onder punt f van vorige paragraaf worden gehandhaafd onder punt d van dezelfde paragraaf.» ;

5° in § 5 wordt een punt f ingevoegd, luidend als volgt :

«f) van artikel 10*duodecies*, § 8, van voornoemd koninklijk besluit nr. 297,»;

6° in dezelfde § 5 worden de woorden «(situaties c en d)» vervangen door de woorden «(situaties c, d en f)»;

7° in dezelfde § 5 worden de woorden «Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.» worden voorafgegaan door de woorden «Met uitzondering van de situatie waarin de tijdelijke betrekking verleend onder punt f wordt gehandhaafd onder punt d.».

HOOFDSTUK 12. — Bepalingen betreffende het jaarlijkse vakantieverlof van de leden van de Algemene Inspectiedienst

Afdeling 1. — Wijziging van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst

Art. 28. Artikel 98 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst wordt vervangen als volgt :

«Art. 98. § 1. Het personeelslid, in vast of in tijdelijk verband, komt in aanmerking voor het hieronder omschreven jaarlijkse vakantieverlof :

- herfstvakantie (Allerheiligen) : één week;
- wintervakantie (Kerstmis) twee weken;
- ontspanningsvakantie (Carnaval) : één week;
- lentevakantie (Pasen) : twee weken;
- zomervakantie : van 6 juli tot 15 augustus.

Wanneer het schooljaar echter eindigt na 5 juli, begint de zomervakantie op de eerste dag na het einde van het schooljaar. In dit geval worden de gewerkte dagen na 5 juli onmiddellijk na 15 augustus overgedragen.

De winter- (Kerstmis)- en de lentevakantie (Pasen) komen overeen met de vakantiedagen vastgelegd door de Regering overeenkomstig artikel 1.9.1-2, § 2, eerste lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs of vastgelegd door artikel 223 van het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang.

De herfstvakantie (Allerheiligen) komt overeen met de tweede week van de vakantie die vastgesteld of bepaald worden overeenkomstig het vorige lid.

De ontspanningsvakantie (Carnaval) komt overeen met de eerste week van de vakantie die vastgesteld of bepaald wordt overeenkomstig het tweede lid.

§ 2. Indien deze dagen niet op een zaterdag of zondag vallen of in een vakantieperiode bedoeld in § 1, komt het personeelslid, in vast of in tijdelijk verband, ook in aanmerking voor de volgende :

- 1° 27 september (Feest van de Franse Gemeenschap);
- 2° 1 november (Allerheiligen);
- 3° 11 november (Herdenking van 11 november);
- 4° Paasmaandag;
- 5° 1 mei (Feest van de Arbeid);
- 6° Hemelvaartsdag;
- 7° Pinkstermaandag.

§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2 genieten de inspecteurs-generaal en de coördinerend inspecteur-generaal tijdens hun mandaat het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen die de ambtenaren van de diensten van de Regering genieten.».

Art. 29. In hetzelfde decreet wordt een artikel 98/1 toegevoegd, luidend als volgt :

«Art. 98/1. Het personeelslid van de Algemene Inspectiedienst heeft recht op een wedde, op een bevordering tot een hogere wedde of op het verkrijgen van een verlof andere dan deze vermeld in artikel 98, onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien voor de directies van de onderwijsinrichtingen of de psych-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die zij inspecteert.».

Afdeling 2. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 30. In het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt artikel 1 quater opgeheven.

TITEL III. — Overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK 1. — Overgangsbepalingen

Art. 31. Voor het schooljaar 2022-2023, in afwijking van artikel 3, § 2, a), van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, zoals gewijzigd bij artikel 10 van dit decreet, wordt het dagelijks bedrag van de toegekende toelage verkregen door het bedrag dat wordt bepaald met toepassing van § 1 te delen door 310 voor personeelsleden die tijdelijk een beter betaalde functie uitoefenen in het leerplichtonderwijs, in het kunstonderwijs met beperkt leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie.

Voor het schooljaar 2022-2023 mag, in afwijking van artikel 3, § 3, a), van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij artikel 10 van dit decreet, het jaarlijkse bedrag niet hoger zijn dan 310/310 per schooljaar voor de personeelsleden tijdelijk een beter betaalde functie uitoefenen in het leerplichtonderwijs, in het kunstonderwijs met beperkt leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 32. In afwijking van artikel 4, § 2^{quater}, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, kunnen de personeelsleden die een wervingsfunctie uitoefenen en die, door een onderbreking van de beroepsloopbaan gekregen in het kader van een ouderschapsverlof, hun prestaties hebben verminderd met 1/5de van een voltijdse betrekking van 1 november 2021 tot 30 juni 2023 of hun prestaties hebben verminderd met 1/10de van een voltijdse betrekking van 1 maart 2021 tot 30 juni 2024, op hun verzoek, behouden blijven in loopbaanonderbreking in het kader van het ouderschapsverlof zonder uitkering, respectievelijk tot 7 juli 2023 of tot 5 juli 2024.

Dit artikel is niet van toepassing op de personeelsleden die onderworpen zijn aan :

- het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);
- het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;
- het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur.

HOOFDSTUK 2. — Slotbepaling

Art. 33. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 maart 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-Minister-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vice-Minister-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement. Voorstel tot decreet, nr. 508-1. – Amendement(en) tijdens de commissie, nr. 508-2 – Amendement(en) tijdens de zitting, nr. 508-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 508-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 15 maart 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/41289]

16 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES pris en application de l'article 8, § 5, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention, article 8, § 5, alinéa 2, tel que remplacé par le décret du 20 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES pris en application de l'article 8 du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de la Promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES pris en application de l'article 8 du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale et ses conditions d'obtention est abrogé.